



# Déclaration publique d'intérêts

## Membres du conseil d'administration de la SFSE

Je soussigné(e) Olivier LAURENT

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Je renseigne cette déclaration en qualité de Membre du Conseil d'administration

Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.

Il vous appartient, à réception de l'ordre du jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêt que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation.

### 1) Votre activité principale

#### 1.1 Votre activité principale actuelle

Activité Libérale

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Activité salariée

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
Chercheur	IRSN	Février 2008	Toujours actuel

Autre (activité bénévole, retraité)

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Activité Exercée au sein de l'organisme	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



## 1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années

Activité Libérale

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Activité salariée

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
Chercheur	IRSN	Février 2008	Mars 2012
Chercheur	University of California, Irvine	Avril 2012	Janvier 2014
Chercheur	IRSN	Février 2014	Toujours actuel

Autre (activité bénévole, retraité)

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Activité Exercée au sein de l'organisme	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Je n'ai pas d'activité à déclarer dans cette rubrique

## 2) Vos activités exercées à titre secondaire

### 2.1 Vous participez ou avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence de la SFSE

Organisme (société, établissement, association,...)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous êtes membre ou salarié		
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous êtes membre ou salarié		
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous êtes membre ou salarié		

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

**2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence de la SFSE**

Organisme (société, établissement, association,...)	Sujet ou thème traité	Rémunération	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
EHESP	Séminaire sur l'épidémiologie des rayonnements ionisants	<input type="checkbox"/> Aucune <input checked="" type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié	Décembre 2015	Décembre 2015
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

**3) Les activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence de la SFSE**

Actuellement et au cours des 5 années précédentes

Structure et Activité bénéficiaires du financement	Organisme à but lucratif financeur	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
IRSN	EDF (cofinancement contrat de recherche IRSN-EDF à 50%-50%)	Février 2008	Mars 2012
IRSN	EDF (cofinancement contrat de recherche IRSN-EDF à 50%-50%)	Aout 2017	En cours
IRSN	AREVA (cofinancement contrat de recherche IRSN-AREVA à 50%-50%)	Février 2014	En cours

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique (car ni mon salaire ni mon emploi ne dépendent de ces co-financements)

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



**4) Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence de la SFSE**

Structure concernée	Type d'investissement

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

**5) Autres liens d'intérêt que vous considérez devoir porter à connaissance de la SFSE**

Élément ou fait concerné	Commentaire	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Nom, date et signature : Olivier Laurent, le 29/11/2017

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.